

[Traduction]

L'hon. Mitchell Sharp (ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, le gouvernement a déjà invité le gouvernement du Japon à prendre de telles dispositions. Quand j'étais à Rio, j'ai eu l'occasion de parler personnellement au ministre des Finances du Japon afin d'appuyer nos revendications.

M. Ron Basford (Vancouver-Burrard): Une question supplémentaire: le ministre voudrait-il fournir à la Chambre l'assurance qu'il ne sera rien fait qui puisse compromettre les relations commerciales entre le Canada et le Japon?

L'hon. M. Sharp: Monsieur l'Orateur, voilà précisément le problème auquel le gouvernement doit faire face et qui vient d'être si bien illustré par les orateurs de ce côté-ci de la Chambre.

[Français]

L'hon. Théogène Ricard (Saint-Hyacinthe-Bagot): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse à l'honorable ministre des Finances. Peut-il nous dire s'il a pris les mesures nécessaires pour protéger notre industrie canadienne de la chaussure?

M. l'Orateur: A l'ordre! Je crois que cette question est de nature beaucoup trop générale pour être posée en ce moment. Je crois que l'honorable député invite le ministre à faire une déclaration qui devait être faite à l'étape des motions.

L'hon. M. Ricard: Avec beaucoup de respect, monsieur l'Orateur, je crois que ma question est dans le même ordre que celle qui a été posée par le député de Sherbrooke (M. Allard), puisqu'il s'agit d'une industrie qui est d'importance capitale pour les Canadiens.

M. l'Orateur: A l'ordre! L'honorable député a maintenant fait ses représentations.

[Traduction]

LES MÉDICAMENTS

TORONTO—LA CONSOMMATION DE MARIJUANA DANS LES ÉCOLES

A l'appel de l'ordre du jour.

M. P. B. Rynard (Simcoe-Est): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au premier ministre. A-t-on demandé au gouvernement fédéral d'aider les autorités municipales et scolaires de Toronto à combattre les efforts des syndicats internationaux de la drogue qui cherchent à vendre de la marijuana dans les écoles du Canada?

Le très hon. L. B. Pearson (premier ministre): Monsieur l'Orateur, il faudra que j'étudie cette question.

LA CONFÉRENCE FÉDÉRALE-PROVINCIALE

L'ACCEPTATION DE L'INVITATION PAR LES PROVINCES

A l'appel de l'ordre du jour.

L'hon. D. S. Harkness (Calgary-Nord): Monsieur l'Orateur, le lundi 25 septembre, il y a plus d'une semaine, j'ai demandé au premier ministre de nous faire savoir quelles provinces avaient accepté son invitation d'assister à la conférence fédérale-provinciale convoquée pour le début de l'an prochain. Le premier ministre a répondu qu'il préférerait ne pas les nommer, mais qu'il pourrait me fournir des précisions à la fin de la semaine, si je voulais bien patienter jusque-là. Est-il maintenant en mesure de le faire?

Le très hon. L. B. Pearson (premier ministre): Je peux fournir plus de précisions, monsieur l'Orateur. Sept provinces, je crois, ont accepté l'invitation, et je pourrais peut-être demain vous les nommer y compris celles qui n'ont pu encore répondre à ma lettre.

M. Erik Nielsen (Yukon): Par la même occasion, le premier ministre pourrait peut-être répondre demain à la question que je lui ai posée à deux reprises quant à la représentation des gouvernements du Yukon et des Territoires du Nord-Ouest?

Le très hon. M. Pearson: Monsieur l'Orateur, le Yukon et les territoires du Nord-Ouest seront représentés à cette conférence de la façon habituelle adoptée depuis des années par le gouvernement fédéral.

LES RELATIONS OUVRIÈRES

TORONTO—ADMISSION DE SURVEILLANTS DE LA «CONSOLIDATED AVIATION FUELING»

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Stanley Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Ma question s'adresse au ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration. Est-il en mesure de répondre maintenant à la question que lui posait hier l'honorable député de York-Sud au sujet de l'admission supposée au Canada de 15 surveillants de la *Consolidated Aviation Fueling of Toronto Limited*, en dépit de la grève légale?

L'hon. Jean Marchand (ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration): Oui, monsieur l'Orateur. J'ai reçu le télégramme dont l'honorable député d'York-Sud a parlé hier. Le rapport que j'ai reçu signale que 15 surveillants sont venus des États-Unis et ont dissimulé le véritable but de leur visite au Canada. Ils n'ont pas révélé à nos agents qu'ils s'en venaient ici travailler pour la *Consolidated Aviation Fueling Company*. Le lendemain, il y a eu réunion avec le président de la compagnie, après quoi nos agents locaux